

Initiatives ministérielles

sion qui vaut son pesant d'or, car elle nous permettra de maintenir notre pays fort et uni.

Je vais maintenant conclure afin qu'un autre député puisse prendre la parole avant la tenue du vote à 17 heures. C'est une chose de critiquer, mais c'en est une autre d'être constructif. C'est tellement facile de critiquer que certains députés ont déjà commencé leur oeuvre de destruction. C'est bien plus difficile de construire.

Il est bien plus facile de critiquer. En revanche, il faut beaucoup de détermination et de courage, comme le premier ministre l'a montré, pour respecter l'engagement que ce dernier a pris devant les Canadiens le 27 octobre.

• (1650)

Nous aurions pu consulter tous les premiers ministres des provinces, mais nous avons vu ce que cela donne. Les Mike Harris et les Ralph Klein de ce monde, qui aimaient les Québécois avant le référendum, se laisseront prendre au piège que nous a tendu le futur premier ministre du Québec. Le Parti réformiste, lui aussi, s'est laissé prendre au piège. J'exhorte les premiers ministres de toutes les provinces à travailler avec le premier ministre, qui n'a fait que le premier pas, c'est vrai, mais c'est un pas très important.

Les Chinois ont un dicton. Ils disent qu'un voyage de mille milles commence avec le premier pas. Nous avons fait ce premier pas. Le premier ministre a fait preuve de leadership aujourd'hui. Je demande au futur premier ministre du Québec de tenir son engagement et de respecter la volonté démocratique de tous les Québécois, non seulement celle des 51 p. 100 qui ont voté non, mais aussi celle des 15 ou 30 p. 100 qui ont voté oui en s'attendant à rester une province du Canada et à travailler avec nous à l'édification d'un Canada meilleur et plus fort.

J'exhorte les premiers ministres des provinces à travailler avec le premier ministre du Canada au cours des 18 prochains mois, ou quel que soit le temps qui nous est accordé pour respecter la volonté exprimée par les Canadiens le 27 octobre. J'exhorte les premiers ministres de toutes les provinces à ne pas laisser cette grande démonstration d'affection se perdre inutilement. C'est ce qui arrivera si nous n'unissons pas nos efforts. Que nous soyons réformistes, bloquistes ou néo-démocrates, le Canada mérite que nous travaillions tous main dans la main pour nous assurer que notre pays reste fort et uni.

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster, Réf.): Madame la Présidente, j'ai trouvé que le député de Vaudreuil avait beaucoup de culot d'oser affirmer que les réformistes devaient être critiqués sévèrement pour ne pas avoir assez fait pendant la campagne référendaire puisque c'est lui et ses collègues qui, tant à la Chambre qu'ailleurs, nous ont dit de ne pas nous en mêler.

Pourtant, nous avons participé à cette campagne dans la mesure où la loi nous le permettait. D'ailleurs, beaucoup de sondages

ont démontré que le Parti réformiste avait contribué au résultat du référendum.

Le député et ses collègues ont aujourd'hui l'audace d'affirmer que nous aurions dû faire plus. C'est inacceptable. Ce genre de basse politique est indigne de la Chambre des communes.

Je voulais poser une question au député. J'espère qu'il sera à son fauteuil pour y répondre pendant la période des questions. Aujourd'hui, dans le *Sun* d'Ottawa, le chroniqueur Doug Fisher commente la réunion du 5 décembre du caucus libéral, où la question de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement a été soulevée. Il affirme que cela a provoqué un choc dans les rangs libéraux.

Il mentionne les noms de certains députés que, bien sûr, je ne peux pas répéter ici, mais que les Canadiens peuvent deviner. Il dit ceci:

Un membre influent du Cabinet qui, jusqu'à maintenant, s'est bien acquitté de ses fonctions, qui n'a pas l'habitude des grands discours publics et qui ne cherche pas désespérément la publicité... a stupéfait le caucus réuni en déclarant qu'il était temps que le gouvernement dévoile son plan B.

Ce plan, bien sûr, s'articule autour de la notion de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement. Le chroniqueur ajoute que ce serait une démonstration d'amour vache envers le Québec et que beaucoup des propositions formulées par les libéraux étaient semblables à celles que le chef du Parti réformiste avait mises de l'avant en réponse aux 20 questions.

Selon le chroniqueur, un sportif dirait que c'est jouer à la dure. Pour lui, le premier doute devant un tel jeu surgit lorsque l'on évalue le premier ministre.

Celui-ci semble épuisé après 32 ans d'activité et de querelles politiques partisans. Je cite comme exemple une de ses déclarations de lundi: «J'ai un très bon Cabinet.» Ineptie.

Cet article reflète très bien ce que beaucoup de Canadiens pensent de la stratégie constitutionnelle du premier ministre. On peut la résumer ainsi: forcer la Chambre des communes à adopter le projet de loi C-110 comme s'il y avait urgence nationale; forcer la Chambre des communes à adopter la notion de société distincte même si les Canadiens l'ont déjà rejetée lors d'un référendum. Les libéraux ne tiennent aucun compte des Canadiens, des provinces et des idées qui ont échoué dans le passé.

• (1655)

Étant donné le peu de soutien que reçoivent les propositions du premier ministre et étant donné qu'il laisse entendre qu'il verra à ce que la question d'un futur référendum québécois soit rédigée en termes clairs en invoquant son pouvoir d'imposer la paix, l'ordre et le bon gouvernement, comment le premier ministre exercera-t-il ce pouvoir pour que la question du prochain référendum, s'il y en a un, soit juste et ne prête pas le flanc à la critique comme la dernière?

M. Discepola: Monsieur le Président, je voudrais répondre au député en faisant tout d'abord référence à une observation qu'il a faite au sujet de la décision du gouvernement d'avoir recours à la clôture et du fait qu'il n'y avait pas urgence nationale.